



1 Hacker Way
Menlo Park, CA 94025
United States

August 26, 2024

The Honorable Jim Jordan
Chairman
Committee on the Judiciary
United States house of Representatives
2138 Rayburn House Office Building
Washington, D.C. 20515

Chairman Jordan :

I appreciate the Committee's interest in content moderation on online platforms. As you are aware, Meta has produced thousands of documents as part of your investigation and made a dozen of employees available for transcribed interviews. Further to our cooperation with your investigation, I welcome the opportunity to share what I've taken away from this process.

There's a lot of talk right now around how the U.S. government interacts companies like Meta, and I want to be clear about our position. Our platforms are for everyone : we're about promoting speech and helping people connect in a safe and secure way. As part of this, we regularly hear from governments around the world and others with various concerns around public discourse and public safety.

In 2021, senior officials from the Biden Administration, including the White House, repeatedly pressured our teams for months to censor certain Covid-19 content, including humor and satire, and expressed a lot of frustration with our teams when we didn't agree. Ultimately, it was our decision whether or not to take content down, and we owe our decisions, including Covid-19-related changes we made to our enforcement in the wake of this pressure. I believe the government pressure was wrong, and I regret that we were not more outspoken about it. I also think we made some choices that, with the benefit of hindsight and new information, we wouldn't make today. Like I said to our teams at the time, I feel strongly that we should not compromise our content standards due to pressure from any Administration in either direction – and we're ready to push back if something like this happens again.

In a separate situation, the FBI warned us about a potential Russian disinformation operation about the Biden family and Burisma in the lead up to the 2020 election. That fall, when we saw a *New York Post* story reporting on corruption allegations involving then-Democratic presidential nominee Joe Biden's family, we sent that story to fact-checkers for review and temporarily demoted it while waiting for a reply. It's since been made clear that the reporting was not Russian disinformation, and in retrospect, we shouldn't have demoted the story. We've changed our policies and processes to make sure this doesn't happen again – for instance, we no longer temporarily demote things in the U.S. while waiting for fact-checkers.

Apart from content moderation, I want to address the contributions I made during the last presidential cycle to support electoral infrastructure. The idea was to make sure local election jurisdictions across the country had the resources they needed to help people vote safely during a global pandemic. I made these contributions through the Chan Zuckerberg Initiative. They were designed to be non-partisan – spread across urban, rural and suburban communities.

Still, despite the analysis I showed otherwise, I know that some people believe this work benefited one party over the other. My goal is to be neutral and not play a role one way or another – or even to appear to be playing a role. So I don't plan on making a similar contribution this cycle.

Respectfully,

/s/ Mark Zuckerberg

Mark Zuckerberg
Founder, Chairman & CEO
Meta Platforms, Inc.

Cc : The Honorable Jerrold Nadler, Ranking Member



1 Hacker Way
Menlo Park, CA 94025
United States

26 août 2024

L'Honorable Jim Jordan
Président de la Commission des Affaires judiciaires
de la Chambre des Représentants des États-Unis
2138 Rayburn house Office Building
Washington, D.C. 20515

Monsieur le Président Jordan,

Je suis sensible à l'intérêt que porte la Commission pour la modération des contenus sur les plateformes de communication en ligne. Comme vous le savez, Meta a communiqué des milliers de documents pour contribuer à votre enquête et a rendu disponibles une douzaine d'employé.es pour transcrire les entretiens. Pour continuer de coopérer avec votre enquête, je saisis l'occasion de partager ici ce que j'ai retenu de cette procédure.

Il est beaucoup question aujourd'hui de la façon dont le gouvernement des États-Unis interagit avec des entreprises comme Meta et je désire clarifier notre position. Nos plateformes sont destinées à tout le monde : nous avons à cœur de promouvoir la discussion et de faire que les gens se connectent en toute sécurité. Dans le cadre de cette politique, nous écoutons régulièrement les remarques des gouvernements du monde entier qui expriment différentes préoccupations quant au débat public et à la sûreté publique.

En 2021, des hauts responsables de l'Administration Biden, y compris de la Maison-Blanche, ont fait pression de manière répétée sur nos équipes afin de censurer certains contenus relatifs au Covid-19, y compris de l'humour et de la satire, et ont exprimé beaucoup de frustration lorsque nous n'avons pas satisfait à leurs demandes. En fin de compte, c'est nous qui avons pris la décision de supprimer du contenu et nous sommes comptables de ces décisions, y compris les modifications des contenus relatifs au Covid-19 que nous avons mises en œuvre à la suite de ces pressions.

Je crois que les pressions du gouvernement étaient une mauvaise chose et je regrette que nous ne l'ayons pas dit de façon plus catégorique. Je pense également que nous avons fait des choix que, avec le recul et grâce à des connaissances nouvelles, nous ne ferions pas aujourd'hui. Comme je l'ai dit à nos équipes à l'époque, je crois fermement que nous ne devrions pas mettre en danger nos normes de contenu en cédant à la pression d'aucune Administration dans quelque direction que ce soit ; et nous sommes prêts à repousser de telles pressions si cela arrivait de nouveau.

Dans une situation différente, à la veille de l'élection [présidentielle] de 2020, le FBI nous a avertis d'une possible opération de désinformation russe à propos de la famille Biden et de [la société] Burisma. Cet automne-là, quand nous avons vu l'article du *New York Post* rapportant les allégations de corruption impliquant la famille de Joe Biden, qui était alors le candidat présidentiel du Parti Démocrate, nous avons demandé à des vérificateurs d'examiner ce contenu et, en attendant leur réponse, nous avons l'avons rétrogradé.

Depuis, il a été établi que le reportage n'était pas de la désinformation russe et, rétrospectivement, nous n'aurions pas dû rétrograder le sujet. Nous avons modifié notre politique et nos procédures pour nous assurer que cela ne pourrait plus se produire : ainsi, à l'intérieur des États-Unis, nous ne rétrogradons plus de sujets même si nous n'avons pas reçu la réponse des vérificateurs.

En dehors du sujet de la modération des contenus, je souhaite aborder le point des donations que j'ai apportées durant le dernier mandat présidentiel pour consolider l'infrastructure électorale. L'idée était de s'assurer que les circonscriptions électorales de tout le pays aient les outils nécessaires pour aider la population à voter en toute sécurité en cas de pandémie mondiale. J'ai fait ces donations par le biais de l'Initiative Chan Zuckerberg. Ces donations ne devaient pas être partisans : elles ont été réparties dans des communautés urbaines, rurales et périurbaines.

Pourtant, malgré les analyses que j'ai présentées à une autre occasion, je sais que d'aucuns pensent que cette initiative a avantage un parti plus que l'autre. Mon objectif est de rester neutre et de ne jouer aucun rôle dans un sens ou dans l'autre – ni même de sembler jouer un rôle. Aussi je ne prévois pas de faire le même type de donation pour le prochain cycle électoral.

Respectueusement vôtre,

Mark Zuckerberg.

Mark Zuckerberg
Fondateur, Président et Directeur général
Meta Platforms, Inc.

Copie à l'Honorable Jerrold Nadler, Vice-président de la Commission.

Texte traduit par Jocelyne Chassard (29 août 2024)